

--	--	--	--	--	--	--	--	--

Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice

PARTENARIAT D'INNOVATION POUR LA CONCEPTION ET LA
CONSTRUCTION DE BÂTIMENTS PENITENTIAIRES DE SEMI-
LIBERTE.

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET
PARTICULIERES**

**CHAPITRE 2 : PHASE 1 – RECHERCHE ET
DEVELOPPEMENT**

Version au 23/07/25

SOMMAIRE

Article 1. Objet de la Phase n°1 – recherche et développement.....	4
1.1 Objet et caractéristiques de la phase 1	4
1.2 Méthode d'exécution de la Phase n°1.....	4
1.3 Délais contractuels	5
1.4 Lieux d'exécution	5
1.5 Réunions de la Phase n°1.....	5
1.6 Gestion des documents.....	5
1.6.1 Documents à remettre par le titulaire	5
1.6.2 Gestion électronique des documents.....	5
1.7 Franchissement des Jalons.....	6
1.7.1 Opérations de vérification.....	6
1.7.2 Décision à l'issue des opérations de vérification	6
1.8 Fin de la Phase n°1 et lancement de la Phase n°2.....	7
1.8.1 Cas Particulier du dernier Jalon et de la dernière Etape de la Phase n°1	7
1.8.2 Phase de concertation après le franchissement du dernier Jalon de la phase 1	7
Article 2. Prix de la phase n°1.....	8
2.1 Forme du prix.....	8
2.2 Répartition des prix	8
2.3 Contenu des prix	8
2.4 Modalités de révision des prix	8
2.5 Taxe sur la valeur ajoutée (TVA).....	9
Article 3. Modalités de règlement	9
3.1 Répartition des paiements	9
3.2 Avance	9
3.3 Acomptes	10
3.4 Décompte périodique	10
3.5 Solde.....	11
3.6 Paiement des cotraitants et des sous-traitants.....	11
3.7 Délais de paiement	11
Article 4. Pénalités phase 1.....	11
4.1 Pénalités de retard pour non-respect du délai de livraison des livrables de la Phase n°1	12
4.2 Pénalités pour absence à une réunion	12
4.3 Pénalités pour non-respect des dispositions du Code du travail en phase 1.....	12
4.1 Pénalités pour non-respect de l'obligation de confidentialité	12
4.2 Pénalités pour non-proposition d'un remplaçant	13

4.3	Pénalités et Résiliation	13
Article 5.	<i>Responsabilités et Assurances</i>	13
5.1	Responsabilités.....	13
5.2	Assurances.....	13
Article 6.	<i>Dérogations aux documents généraux</i>	13

Article 1. Objet de la Phase n°1 – recherche et développement

1.1 Objet et caractéristiques de la phase 1

La Phase n°1 doit permettre d'aboutir à une spécification détaillée des Bâtiments QSL modulables et standardisés à prix d'acquisition plafonné pour tout site en France. Cette spécification détaillée est constituée de l'ensemble des documents mentionnés à l'annexe 1-Méthode d'exécution de la phase 1. Cette liste pourra être consolidée et finalisée au cours de la Phase n°1 en adéquation avec les résultats des études de recherche et développement et du prototypage. Les livrables, si besoin, pourront être adaptés pour tenir compte d'éventuelles modifications qui seraient nécessitées pour les besoins de la production des Bâtiments QSL en Phase n°2.

Le Titulaire s'engage à ce que les Bâtiments QSL respectent les Axes d'innovation.

Les livrables constitueront le périmètre des engagements du Titulaire.

En cas de non-conformité de ces livrables aux Axes d'innovation, la Phase n°2 ne pourra pas être enclenchée.

Les études de la phase 1 ont, principalement, pour objet les points suivants :

- Explorer les différentes solutions envisageables et en proposer une ou plusieurs répondant aux attendus exprimés dans les Axes d'innovation et le Programme, en présentant les dispositions générales techniques envisagées et en indiquant les délais de réalisation ;
- Vérifier la faisabilité de la ou des solution(s) technique(s) au regard des différentes contraintes programmatiques ;
- Vérifier la faisabilité de la ou des solution(s) technique(s) au regard des différentes contraintes de site possibles ;
- Vérifier la faisabilité de la ou des solution(s) technique(s) au regard des différentes contraintes réglementaires applicables ;
- Etablir le Bordereau de Prix Unitaire répondant à tout site en France.

La création du prototype a pour objet la mise au point d'un projet construit permettant de tester et confirmer les résultats des études de recherche et de développement.

1.2 Méthode d'exécution de la Phase n°1

La Phase n°1 est subdivisée selon les 4 étapes suivantes :

- **Etape 1**
- **Etape 2**
- **Etape 3 – Dossier autorisations administratives**
- **Etape 4 – Prototypage**

L'étape 3 et l'étape 4 pourront être réalisées simultanément.

Après chaque franchissement de Jalon, qui se fera dans les conditions prévues à l'article 1.7 du présent CCAP-Chapitre 2, le maître d'ouvrage confirmera par décision le passage à l'Etape suivante.

1.3 Délais contractuels

Le délai prévisionnel d'exécution des prestations prévues au titre de la Phase n°1 et les délais maximums pour chaque étape de la phase 1 sont fixés à l'article 7 de l'Acte d'Engagement.

Lorsque des circonstances non imputables au Titulaire ou à tout intervenant de son fait le justifient, le Maître d'ouvrage peut notifier au Titulaire une décision de prolongation des délais de la Phase n°1 et/ou d'une ou plusieurs étapes.

1.4 Lieux d'exécution

Les prestations du présent Contrat seront exécutées sur le ou les sites du Titulaire et au Kremlin-Bicêtre (locaux du Maître d'ouvrage).

Le prototype sera installé sur un site proposé par le titulaire, validé par le maître d'ouvrage.

1.5 Réunions de la Phase n°1

Les réunions en phase de conception auront lieu au Kremlin-Bicêtre (locaux du Maître d'ouvrage), ou éventuellement sur un autre site (locaux du groupement) au choix du Maître d'ouvrage.

Lors des différentes étapes, des réunions de recherche et développement seront organisées en présence du représentant du groupement titulaire, ainsi que le cotraitant maître d'œuvre à minima, à un rythme bimensuel minimum. Ces réunions auront pour but de présenter l'état d'avancement du projet, et d'aborder les problématiques de conception se posant dans les différentes étapes de recherche et développement du projet.

Les comptes-rendus seront rédigés par le Titulaire puis validés par le maître d'ouvrage.

1.6 Gestion des documents

1.6.1 Documents à remettre par le titulaire

Les documents à remettre par le titulaire à l'occasion de la réalisation des prestations sont précisés dans l'**annexe 1 - Méthode d'exécution de la phase 1** du présent CCAP.

1.6.2 Gestion électronique des documents

Le Titulaire est autorisé, dans le cadre de la phase 1 à mettre en place un dispositif de Gestion Electronique des Documents (GED) permettant le suivi, le partage et l'archivage des livrables et des documents d'étude. Toutefois, la mise en œuvre de ce dispositif ainsi que le choix des outils, des modalités d'accès, des formats et des niveaux de sécurité, devront être validés préalablement par le Maître d'ouvrage. Ce dernier pourra exiger toute modification jugée nécessaire pour garantir la conformité aux exigences du marché et aux protocoles de confidentialité.

1.7 Franchissement des Jalons

1.7.1 Opérations de vérification

1.7.1.1 *Nature des opérations de vérification*

Les opérations de vérification quantitative et qualitative ont pour objet de permettre au maître d'ouvrage de contrôler notamment que le Titulaire :

- A mis en œuvre les moyens définis dans le Contrat, conformément aux prescriptions qui y sont fixées ;
- A réalisé les prestations définies dans le Contrat comme étant à sa charge, conformément aux stipulations contractuelles.

Les prestations afférentes à chaque Jalon font l'objet de vérifications et de décisions distinctes qui conditionnent le passage à l'Etape suivante.

Les modalités des opérations de vérification feront l'objet d'une première réunion de travail avec le Titulaire. Le Titulaire soumettra au Maître d'ouvrage la liste des livrables à remettre à chaque Etape, en conformité avec l'annexe 1 du présent CCAP et l'offre remise par le Titulaire.

1.7.1.2 *Délais de vérification*

Pour vérifier les livrables remis à l'issue de chacune des Etapes, le Maître d'ouvrage dispose d'un délai de quinze (15) jours calendaires pour notifier sa décision. Ce délai sera suspendu en cas de livrable manquant ou incomplet et ce jusqu'à la remise des compléments attendus.

Pour les livrables repris par le Titulaire par suite d'une décision rejetant les prestations de l'étape, le Maître d'ouvrage dispose d'un délai de 15 (quinze) jours pour donner ou non son accord sur les livrables repris par le Titulaire, et notifier sa décision.

Le point de départ du délai est la date de réception des livrables complets.

1.7.2 Décision à l'issue des opérations de vérification

A l'issue des opérations de vérification, l'Acheteur prononce :

- **Soit le franchissement du Jalon** et de l'Etape lorsque les livrables répondent à l'ensemble des axes de l'innovation. La décision d'acceptation des prestations réalisées et le franchissement du Jalon sont notifiés au Titulaire.
- **Soit le franchissement du Jalon avec réserves**
En cas de non-conformité des livrables d'un Jalon N ne faisant pas obstacle à la poursuite de la Phase n°1 l'Acheteur, par une décision d'acceptation avec réserve, formule des réserves et autorise le franchissement du Jalon N. Dans sa décision, le Maître d'ouvrage précise le délai imparti pour remédier aux réserves listées.
La levée des réserves du Jalon N conditionne le franchissement du Jalon N+1.
- **Soit le rejet du Jalon**
En cas de non-conformité des livrables d'un Jalon N faisant obstacle à la poursuite de la Phase n°1, l'Acheteur prononce le rejet du Jalon. En conséquence, le solde du Jalon considéré ne pourra être payé et le Titulaire a l'obligation d'exécuter à nouveau la prestation faisant l'objet

de la non-conformité dans le délai imparti indiqué par le Maître d'ouvrage dans la décision de rejet.

1.8 Fin de la Phase n°1 et lancement de la Phase n°2

1.8.1 Cas Particulier du dernier Jalon et de la dernière Etape de la Phase n°1

Le dernier Jalon de la Phase n°1 donne lieu à la remise des livrables prévus à l'annexe 1 du présent CCAP correspondant à l'étape 4 ou aux étapes 3 et 4 si elles ont lieu simultanément.

L'absence d'engagement ou l'engagement insuffisant du titulaire du partenariat d'innovation et ses sous-contractants (sous-traitants, fournisseurs) concernant leur accord à livrer la documentation avec les droits de propriété intellectuelle constituera une réserve qui fait obstacle à la poursuite du Contrat.

Le maître d'ouvrage met un terme au Contrat si le Titulaire n'a pas atteint les axes d'innovation. La résiliation est alors prononcée aux torts du Titulaire, conformément à l'article 14.1 du CCAP Chapitre 1.

Lorsque le Titulaire a atteint tous les Objectifs de la Phase n°1 et les Axes de l'innovation, l'Acheteur décide :

- **Soit de mettre un terme au Contrat, sans qu'une telle décision n'ouvre droit à indemnité au profit du Titulaire. Il est expressément précisé que le Titulaire ne dispose d'aucun droit à la poursuite de l'exécution du Contrat.**
- **Soit d'ouvrir une phase de concertation en vue du passage en phase n°2.**

Cette décision est notifiée au Titulaire.

1.8.2 Phase de concertation après le franchissement du dernier Jalon de la phase 1

La phase de concertation qui s'ouvre entre les Parties, à la suite du franchissement du dernier Jalon, a pour objet de(d') :

- le cas échéant, de lever les réserves émises sur les livrables afférents à la dernière Etape et au dernier Jalon de la Phase n°1 n'empêchant pas la poursuite du Contrat, dont celles émises sur le projet de Document final synthétisé en vue d'aboutir à une version définitive de celui-ci ;
- adapter les conditions d'exécution de la Phase n°2, afin de tirer les conséquences de la recherche et développement de la Phase n°1, en particulier :

L'engagement de volume minimum de commandes au titre de la Phase n°2 ;

Les prix de la Phase n°2 ;

Les délais des missions de la Phase n°2.

Cette phase de concertation se termine par la conclusion d'un avenant dit avenant de passage en Phase n°2, lequel entérine le résultat de la concertation.

Le Dossier final synthétisé définitif est contractualisé dans cet avenant.

La signature de cet avenant emportera renonciation expresse par chacune des Parties à toute réclamation, droit ou demande à titre de la Phase n°1 qui n'aurait pas été préalablement satisfait.

En cas de désaccord persistant entre les Parties, l'APIJ peut mettre un terme au Contrat, sans qu'une telle décision n'ouvre droit à indemnité au profit du Titulaire.

La notification de l'avenant susvisé acte le passage en Phase n°2.

Il est rappelé que les conditions initiales du Contrat ne pourront être substantiellement modifiées à l'occasion de cet avenant.

Les axes d'innovation restent intangibles.

Article 2. Prix de la phase n°1

2.1 Forme du prix

La phase n° 1 est rémunérée, pour chaque étape, par des prix globaux, forfaitaires et révisables, figurant dans l'Acte d'engagement.

2.2 Répartition des prix

L'annexe 1 de l'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement au titulaire du présent marché, au mandataire, aux cotraitants et aux sous-traitants éventuels.

2.3 Contenu des prix

Les prix sont établis hors TVA. Ils sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de la phase 1 y compris les fournitures, les locations, les déplacements, les frais généraux impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfices.

Les prix de la phase 1 sont réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des prestations qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces prestations. Les prix tiennent compte de la réalisation de l'ensemble des prestations décrites à **l'annexe 1- Méthode d'exécution de la phase 1**.

Le titulaire s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération de la part de tiers dans le cadre des missions qui lui seront confiées au titre du présent Contrat.

2.4 Modalités de révision des prix

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois appelé mois zéro ou encore « mois m0 » précisé à l'acte d'engagement.

Les prix sont révisables à chaque acompte suivant les modalités fixées au présent article.

L'index de référence choisi en raison de sa structure pour la révision du prix des prestations faisant l'objet de la Phase 1 est l'index d'ingénierie ING publié au moniteur des travaux publics et du bâtiment.

La révision est effectuée par application au prix d'un coefficient donné par la formule :

$$C = 0,15 + 0,85 (I_{m-4}/I_{o-4})$$

dans laquelle I_{o-4} et I_{m-4} sont les valeurs prises par l'index de référence I du marché, respectivement quatre mois avant le mois zéro et quatre mois avant le mois au cours duquel les prestations relatives à l'une des missions sont réalisées.

Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

2.5 Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement. Ces montants sont éventuellement rectifiés, en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de TVA en vigueur.

Article 3. Modalités de règlement

3.1 Répartition des paiements

Le calcul des décomptes et des acomptes doit à terme, être réalisé, diffusé et échangé à l'aide d'un service électronique de traitement, d'archivage et d'échanges d'informations, de type EDIFLEX.

L'utilisation de ce système sera alors obligatoire pour le titulaire.

Les modalités pratiques d'utilisation de ce système font l'objet d'une convention à conclure entre le titulaire et le gestionnaire du système, selon le modèle validé par le Maître d'ouvrage, et dont une copie lui sera adressée.

3.2 Avance

L'option B prévue à l'article 11 du CCAG PI est retenue.

Si les conditions prévues aux articles R.2191-3 à R.2191-10 du Code de la commande publique sont réunies, une avance est versée au titulaire du marché sauf en cas de refus par celui-ci, précisé dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est égal à 5% du montant de la Phase 1 et 10% pour les PME.

Le paiement de l'avance intervient, sans formalités, dans le délai de 30 jours à compter de la date de notification du marché.

Le montant de l'avance ne sera ni révisé, ni actualisé.

3.3 Acomptes

Le montant dû au titre des étapes de la phase n°1 tels que résultant de l'Acte d'engagement est exigible à l'approbation des prestations correspondantes, après production des documents dus par le titulaire conformément à **l'annexe 1 - Méthode d'exécution de la phase 1**. Il pourra cependant être versé des acomptes correspondant au plus à 80% de la prestation concernée. Après approbation par le maître de l'ouvrage de chaque part d'étape concernée le titulaire recevra le solde correspondant.

3.4 Décompte périodique

La demande d'acompte est établie par le titulaire. Elle indique les prestations effectuées par celui-ci depuis le commencement du marché jusqu'à la phase considérée et le prix évalué en prix de base hors TVA.

Les demandes de paiement correspondantes seront adressées au pouvoir adjudicateur via le système EDIFLEX.

La facture comporte obligatoirement outre les mentions légales les indications suivantes :

- Le nom du titulaire,
- La date de facturation,
- Le nom et l'adresse du créancier,
- Désignation de la ou des missions concernées ainsi que des prestations réalisées correspondant au montant facturé,
- Le nom et le code de l'opération, le code programme et le numéro d'EJ présent sur l'acte d'engagement,
- Le montant total hors taxes et toutes taxes comprises,
- Le numéro SIRET,

Le représentant du pouvoir adjudicateur vérifie le projet de décompte et applique en tant que de besoin les pénalités de retard prévues au présent marché.

Le projet de décompte ainsi complété devient le décompte.

Le montant de l'acompte à verser au titulaire est déterminé par le représentant du pouvoir adjudicateur qui dresse à cet effet un état faisant ressortir :

- a) le montant du décompte ci-dessus établi en prix de base,
- b) l'effet de la révision appliquée sur le montant a) ci-dessus,
- c) l'incidence éventuelle du remboursement de l'avance,
- d) les pénalités et réfections éventuelles,
- e) l'incidence de la T.V.A. le cas échéant
- f) le montant total de l'acompte à verser ; ce montant étant la récapitulation des postes - a), b), c), d) et e) - ci-dessus.

Par dérogation à l'article 11.6 du CCAG-PI, aucun acompte ne sera notifié au titulaire du marché.

3.5 Solde

Après exécution des prestations de la dernière étape, le titulaire adresse au maître d'ouvrage une demande de solde, sous forme de projet de décompte final.

Le pouvoir adjudicateur vérifie la demande de paiement finale et applique en tant que de besoin les pénalités de retard prévues au présent marché.

Le maître d'ouvrage établit ensuite le décompte général qui comprend : le décompte final, l'état de solde, la récapitulation des acomptes périodiques et du solde. Par dérogation à l'article 11.6 du CCAG-PI, le solde n'est pas notifié au titulaire du marché, sauf en cas de désaccord sur le montant des prestations exécutées ou sur l'application des pénalités ou de réfections.

3.6 Paiement des cotraitants et des sous-traitants

a) Pour les cotraitants

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque cotraitant, acceptation du montant de l'acompte ou du solde à payer.

b) Pour les sous-traitants

L'acceptation de la somme à payer à chacun des sous-traitants fait l'objet d'une attestation jointe en un exemplaire original au projet de décompte, signée par le titulaire mandataire du groupement et indiquant la somme à régler par le maître d'ouvrage au sous-traitant concerné. Cette somme tient compte d'une éventuelle révision des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA.

Dès lors que, dans le décompte général définitif, le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, un avenant ou un acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au maître d'ouvrage une attestation par laquelle il certifie, sous sa responsabilité, que le sous-traitant a été totalement payé.

Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du marché, empiète sur le montant sous-traité.

3.7 Délais de paiement

Le paiement interviendra après réception et validation des prestations par le Maître d'ouvrage. Le délai global de paiement maximum imparti au représentant du Maître d'ouvrage pour procéder au règlement est fixé à 30 jours à compter de la remise de la facture.

Le titulaire devra avertir sans délai le Maître d'ouvrage de tout changement de domiciliation bancaire et produite à cette fin les justificatifs correspondants.

Le dépassement du délai prévu ci-dessus fait courir de plein droit et sans autre formalité, au bénéfice du titulaire, des intérêts moratoires, au taux et selon la réglementation en vigueur.

Article 4. Pénalités phase 1

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI, les pénalités sont appliquées sans mise en demeure, sur simple constat du retard ou de l'absence ou du manquement.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG PI, les pénalités ne sont pas plafonnées.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG PI, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

Les pénalités pourront, le cas échéant, se cumuler.

Les pénalités ne sont pas libératoires.

4.1 Pénalités de retard pour non-respect du délai de livraison des livrables de la Phase n°1

En cas de retard constaté dans la livraison des livrables et/ou de livrable incomplet, il est notifié au Titulaire une pénalité fixée, hors TVA, par jour de retard, à cinq cent (500) euros hors taxes (€ HT).

4.2 Pénalités pour absence à une réunion

En cas d'absence constatée à une réunion, il est notifié au Titulaire une pénalité fixée, hors TVA, par absence, à cent cinquante (150) euros. La représentation du Titulaire par une personne non habilitée à l'engager sera assimilée à une absence.

4.3 Pénalités pour non-respect des dispositions du Code du travail en phase 1.

En cas de manquement aux obligations rappelées à l'article 5.7.1 du présent CCAP-Chapitre 1, une pénalité forfaitaire de 150 € par jour de retard sera appliquée. Parallèlement, le pouvoir adjudicateur mettra en demeure le titulaire de lui transmettre ces pièces. A défaut de transmission de ces pièces dans le délai imparti, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire.

En cas de manquement aux obligations rappelées à l'article 5.7.2 du présent CCAP-Chapitre 1, une pénalité de 300 € par constat sera appliquée.

Une pénalité de 5000 € sera appliquée dès que le représentant du pouvoir adjudicateur est informé par un agent de contrôle de la situation irrégulière du titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L 8221-3 et L 8221-5 du Code du travail.

4.1 Pénalités pour non-respect de l'obligation de confidentialité

Une pénalité forfaitaire de dix-mille (10 000) euros hors taxe (€ HT) par occurrence sera appliquée par manquement constaté à l'obligation de confidentialité et de discrétion fixée à l'article 12 du CCAP Chapitre 1.

4.2 Pénalités pour non-proposition d'un remplaçant

Une pénalité forfaitaire de trois cents (300) euros hors taxe (€HT) par jour calendaire de retard sera appliquée pour non-proposition d'un remplaçant dans les conditions de l'article 3.1.1 du présent CCAP-Chapitre 1.

4.3 Pénalités et Résiliation

L'application des pénalités visées ci-dessus est sans préjudice de la résiliation du Contrat qui peut être prononcée aux torts du Titulaire.

Article 5. Responsabilités et Assurances

5.1 Responsabilités

D'une façon générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur.

A ce titre, il répond notamment des responsabilités et garanties sur le fondement des principes inspirés par les articles 1792, 1792-2 et 1792-3 du Code Civil.

5.2 Assurances

Le Titulaire devra être titulaire d'une police destinée à garantir sa responsabilité civile, autre que décennale, en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître d'ouvrage à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait ou à l'occasion de sa mission en cours d'exécution ou terminée.

Dès notification du marché, le titulaire s'engage à adresser au maître d'ouvrage son attestation d'assurance de responsabilité civile de droit commun valable dès le début de sa mission jusqu'à la fin de son intervention, il s'engage alors à fournir périodiquement, et au moins au cours du 1er trimestre de chaque année, une attestation dont la date de validité sera en cohérence avec la durée de sa mission.

Le non-respect de ces obligations en cours de l'exécution du marché peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le maître d'ouvrage aux torts du Titulaire, sans indemnisation.

Article 6. Dérogations aux documents généraux

Par dérogation à l'article 1 du CCAG PI, il n'est pas prévu d'article récapitulant les dérogations du présent document au CCAG auquel il se réfère.